

Donnerstag (Vormittag), 17. März 2022 / Jeudi matin, 17 mars 2022

2. Priorität – Sicherheitsdirektion / 2^e priorité – Direction de la sécurité

113 2020.RRGR.351 Motion 264-2020 Graber (La Neuveville, SVP)
Gebührensenkung beim SVSA

113 2020.RRGR.351 Motion 264-2020 Graber (La Neuveville, UDC)
Pour une baisse des émoluments de l'OCRN

Le président. Chères et chers collègues, je vous souhaite la bienvenue pour cette quatrième journée de session de mars, deuxième semaine. Je vous remercie de prendre place. Je salue la présence de M. le conseiller d'Etat Philippe Müller qui est rétabli, ainsi que de ses collaboratrices et collaborateurs, bienvenue. Nous sommes donc dans les affaires de deuxième priorité de la DSE. *(Es ist laut im Saal. / Ambiance bruyante dans la salle.)* – S'il vous plaît, merci de prendre place. – J'ai quelques informations à vous donner : j'aimerais tout d'abord vous remercier d'avoir terminé rapidement la session hier soir, Pierre Alain Schnegg a perdu son papa hier, il l'a appris en arrivant ici dans la salle du Grand Conseil. Donc, il fallait mettre un peu le turbo pour qu'il puisse se rendre auprès des siens. Merci beaucoup d'avoir compris ce message.

Les député-e-s qui ont encore une carte de parking sont priés de la rendre au guichet, dehors dans la Wandelhalle.

Ich habe noch eine Mitteilung bezüglich Wifi im Ratssaal: Alle Access Points wurden ausgewechselt. Wir möchten heute testen, ob das System besser funktioniert. Deshalb bitte alle privaten Hotspots abstellen und sich im Wifi BEgrc und nicht in BEguest anmelden. Der Code ist 7541. Sollten Sie Probleme haben, melden Sie sie bitte den Weibern, merci.

Une dernière chose concernant le programme : je pense que vous êtes tous d'accord avec moi qu'il est inutile de revenir lundi pour dix minutes. Donc, je vous serai très reconnaissant d'appuyer sur la pédale de gaz pour que nous puissions finir aujourd'hui cette session de printemps. Mais cela dépend naturellement en partie de vous aussi. Voilà, nous sommes à l'affaire du point numéro 113 de l'ordre du jour. Il s'agit d'une motion, le débat est libre, le gouvernement propose le rejet de la motion ce que conteste évidemment la motionnaire. Mme la Députée Graber, je vous laisse la parole.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC), motionnaire. Le 29 octobre 2020, j'ai déposé une motion intitulée « Pour une baisse des émoluments à l'Office de la circulation routière et de la navigation (OCRN) ». La demande liée à cette motion était motivée par des communications médiatiques révélant que dans notre canton, l'ensemble des émoluments prélevés par l'OCRN représentait 133 pour cent des coûts engendrés par les activités de cet Office au bénéfice de la population de notre canton. Les indices rendus publics par les médias semblaient d'autant plus crédibles qu'ils se basaient sur des données fournies à la surveillance des prix par la très sérieuse Administration fédérale des finances (AFF), connue pour son souci de la rigueur. Etant donné que le principe d'équivalence interdit de facturer les prestations étatiques soumises à émoluments à des montants clairement supérieurs aux coûts induits par ces prestations, il m'avait semblé logique, cohérent et même nécessaire de déposer ma motion afin que notre canton respecte le principe de la légalité.

La réponse du Conseil-exécutif à ma motion est très exhaustive, elle a le mérite de la clarté. Elle fourmille d'indications très complètes qui montrent que de nombreux coûts transversaux, tels que des locations ou encore des services informatiques ne sont pas pris en compte dans la détermination des coûts totaux des prestations effectuées par l'OCRN. Selon le Conseil-exécutif, les coûts ne figurant pas dans les comptes de l'OCRN s'élèvent à environ 8 millions de francs par année.

Il en résulte que si on considérait l'ensemble des coûts des prestations transversales dont bénéficie l'OCRN, l'indice de financement par les émoluments pour l'année 2018 n'atteindrait pas 133 pour cent, mais bien plutôt 109 pour cent, ce qui correspond vraisemblablement à la limite supérieure admissible de cet indice au vu d'une interprétation large et pragmatique du principe d'équivalence. Le Conseil-exécutif ajoute même que selon toutes prévisions pour les années suivantes, la couverture des coûts effectifs et prévus des taxes causales concernés diminuera progressivement pour atteindre environ 104 pour cent.

La réponse du Conseil-exécutif est satisfaisante au niveau des explications comptables sur le caractère erroné de l'indice de financement par les émoluments pour l'OCRN. On peut néanmoins, sans suspicion aucune, s'interroger sur la valeur financière des prestations transversales dont bénéficie l'OCRN. Par ailleurs, il me semble hautement souhaitable que le Conseil-exécutif transmette à l'AFF, voire même à la Surveillance des prix, les données et les explications qui apparaissent dans la réponse du Conseil-exécutif à ma motion.

Il en va de la crédibilité des autorités cantonales bernoises et aussi, peut-être surtout, de l'image que nous donnons à la population de notre canton et même à celle de la Suisse entière, très friande des renseignements que l'on peut tirer des comparaisons intercantionales. Pour cette raison et en dépit de la clarté de la réponse du Conseil-exécutif à ma motion, je vous propose d'accepter cette dernière sous la forme d'un postulat. Cela parce que la nécessité d'agir, Handlungsbedarf, pour nos collègues alémaniques, est évidente. Il convient soit de rendre publiques les données qui permettront de déterminer de manière exacte l'indice de financement par les émoluments des activités de l'OCRN établi par l'AFF, soit de diminuer la facture des prestations de cet Office. Chers collègues, je vous remercie de votre attention et je vous recommande d'accepter ma motion sous la forme d'un postulat.

Le président. L'intervention a été transformée en postulat. Est-ce que la parole est souhaitée ? – Je laisse M. le conseiller d'Etat ... (*Die Fraktionen wünschen das Wort. / Les groupes parlementaires souhaitent prendre la parole.*) ... oui, alors, vas-y. Merci de vous exprimer à temps, s'il vous plaît. La parole est souhaitée, je laisse donc le groupe PS-JS-PSA s'exprimer par la voix de Mme la députée Baumgartner.

Lydia Baumgartner, Jegenstorf (SP), Fraktionssprecherin. Ja, der Regierungsrat anerkennt in seiner Antwort, dass das Äquivalenzprinzip nicht ganz eingehalten wurde. Er rechtfertigt dies aber mit der nötigen Investition und auch, weil im jährlich ausgewiesenen Geschäftsbericht keine Vollkostenwahrheit abgebildet sei. Weshalb eine interne Verrechnung beim Kanton nicht möglich sein soll, ist uns nicht klar. In diesem Bereich müsste man sich, glaube ich, einmal auf den Weg machen. Eine differenzierte Jahresrechnung der verschiedenen Ämter wäre für die transparente Kostenwahrheit dienlich und solche Diskussionen wären somit nicht mehr nötig.

Für uns ist klar, dass die Kosten des SVSA durch Gebühren gedeckt werden müssen. Der Regierungsrat zeigt auf, dass, wenn alle Leistungen berücksichtigt werden, die Gebühren gerechtfertigt sind. Unter diesem Aspekt und auch, weil der eidgenössische Preisüberwacher und die Finanzverwaltung keinen Handlungsbedarf für eine Reduktion der Gebühren bekunden, lehnen wir, die SP-JUSO-PSA, das Postulat ab.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne), Fraktionssprecher. Wir werden aufgefordert, ein solches Fahrzeug an einem bestimmten Tag vorzuführen. Dann gehen wir hin, prüfen das Fahrzeug, wir benützen Infrastruktur, wir beschäftigen eine Person. Meistens dauert es 20 Minuten bis 40 Minuten. Wir bekommen, wenn alles gut ist, einen Stempel in den Ausweis und ein paar Tage später erhalten wir eine Rechnung von 60 Franken. Dies ist nicht gerade viel, wenn man bedenkt, was da alles dahinterstecken kann.

Wenn wir die Gebühren mit anderen Kantonen vergleichen, mag es sein, dass wir ein ganz kleines bisschen höher sind. Aber es gilt auch für die Leistung, so wie ein Äquivalenzprinzip. Der Regierungsrat hat dies ausgeführt. Wir von der grünen Fraktion unterstützen in diesem Sinn das Postulat.

Eine Motion hätten wir nicht unterstützt, aber wir verlangen auch gleich die Abschreibung dieses Postulats.

Le président. Le groupe des Verts demande le classement. Nous voterons donc sur le classement. Pour le groupe PEV, M. le député Steiner.

Hanspeter Steiner, Boll (EVP), Fraktionssprecher. Das Anliegen der Motionärin kommt im ersten Moment verständlich daher. Wenn man aber etwas genauer hinschaut, dann stellt man fest, dass das Problem eigentlich rein buchhalterischer Natur ist. Aus unserer Sicht, aus der Sicht der EVP, fehlt hier eher die Vollkostenrechnung. Der Regierungsrat weist in seiner Antwort auch hier darauf hin. Weil die Leistungen des kantonalen Amts für Informatik und Organisation (KAIO), des Amts für Grundstücke und Gebäude (AGG) und der SID nicht klar ersichtlich sind, macht es den Anschein, dass das Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt (SVSA) im interkantonalen Vergleich schlecht dasteht. Aus diesen Gründen lehnt die EVP sowohl die Motion wie auch das Postulat ab und ist gleicher Meinung wie der Regierungsrat.

Hans Schär, Schönried (FDP), Fraktionssprecher. Die Motionärin fordert, die Gebühren zu senken, sodass das SVSA keine Gewinne mehr erzielen sollte. Zurzeit übersteigen die Einnahmen die Kosten um 33 Prozent. Bei den Gebühren gilt das Äquivalenzprinzip und es ist somit nicht zulässig, mehr zu erheben als nötig, um die Kosten dauerhaft zu decken. Nach oberflächlicher Betrachtung des Anliegens der Motionärin, wäre eine Gebührensenkung ins Auge zu fassen. Bei einer genaueren Analyse wird festgestellt, dass beim Strassenverkehrsamt keine volle Kostentransparenz ausgewiesen wird. Innerhalb des Kantons wird eine Vielzahl von Serviceleistungen der Verwaltungen zugunsten einzelner Ämter erbracht. Viele Leistungen werden auch in anderen Ämtern nicht transparent weiterverrechnet. Deshalb kann dies zu Fehlinterpretationen führen.

Dem Strassenverkehrsamt wurden in den letzten Jahren jährlich ca. 8 Mio. Franken nicht belastet. Auch bei den Erträgen müssen jährlich ca. 3 Mio. Franken abgegrenzt werden. In Anbetracht dieser Umstände ergibt sich ein Deckungsgrad von ca. 109 Prozent, was eigentlich vertretbar wäre. Würde das SVSA als öffentlich-rechtliche Anstalt geführt, würden die Kosten in der Rechnung des Kantons wegfallen und beim SVSA direkt ausgewiesen. Eine klarere Transparenz würde der Motionärin den Kostendeckungsgrad aufzeigen. Wir sind überzeugt, dass das SVSA bereits heute kostenbewusst und effizient arbeitet. Dass der Gewinn mit einer Vollkostenrechnung kleiner ausfallen könnte, wäre nachvollziehbar. Wir von der FDP stimmen dem Postulat, welches gewandelt wurde – also die Motion, die in ein Postulat gewandelt wurde – zu.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU), Fraktionssprecherin. Ja, die erwähnte Zusammenstellung unterstreicht die Frage und hinterlässt die Sorge, dass unsere Berner Strassenverkehrsgebühren etwas hoch sind und das Kostendeckungsprinzip verletzt werden könnte. Vielleicht sind die Gebühren hier etwas höher als anderswo, aber die Vorstossbeantwortung legt ihre Zahlen und Prinzipien offen und lässt auch einen Blick in die Zukunft zu, wo sich eben ein «Bödeli» ganz gut machen würde.

Die kürzlich erfolgte Abstimmung hat gezeigt, dass der Berner keine Steuererhöhung oder eben keine Mehrfinanzierung in diesem Bereich will. Aber dies sind zwei Paar Schuhe, für das Berner Volk aber eben wichtige Schuhe. Deshalb wird die Mehrheit unserer Fraktion diesem Vorstoss zustimmen und ihn stützen. Als Bäckerstochter schmunzle ich immer wieder über die Aussage: «Du kannst nicht den Fünfer, das Weggli und die Bäckerstochter auch noch gerade dazu haben.» Irgendwie schwingt dies hier etwas mit. Aus diesem Grund lehne ich dies ab.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC), porte-parole de groupe. Le 13 février dernier, le peuple bernois a accepté un référendum pour diminuer les émoluments sur les taxes des véhicules routiers, ce qui est très encourageant, et ici, on parle un peu d'une même situation, à savoir des émoluments périodiques qui semblent être trop élevés selon la motionnaire. Donc, c'est un thème très

actuel qui nous intéresse beaucoup. L'automobiliste est déjà suffisamment chargé par toutes sortes de taxes et de frais liés au canton mais davantage actuellement encore avec le prix des carburants. Dans le cas traité par cette motion, on remarque que c'est plus un problème de technique comptable qu'autre chose, puisque, comme le dit le Conseil-exécutif dans sa réponse, certains frais sont fournis de manière centralisée. Donc, dans la réponse, on remarque que tout n'est pas pris en compte et [cela peut arriver] parfois en comptabilité. Ce n'est pas très grave et la motionnaire l'a aussi reconnu. C'est pour cela qu'elle est d'accord de transformer cette motion en postulat. Le groupe UDC soutient l'interpellation sous la forme de postulat et ne demande pas le classement.

Martin Egger, Frutigen (glp), Fraktionssprecher. Die Motion zielt grundsätzlich darauf ab, die vom SVSA erhobenen Gebühren zu senken. Nach dem Bundesgericht und nach der bundesgerichtlichen Praxis müssen die Gebühren nicht in jedem Fall genau dem Verwaltungsaufwand entsprechen. Sie sollen indes nach sachlichen, vertretbaren Kriterien bemessen sein und nicht noch unterschiedliche finanzielle Mittel betreffen müssen. Die im jährlichen Geschäftsbericht ausgewiesene Produktgruppenrechnung entspricht bei den Kosten nicht der Vollkostenwahrheit, da innerhalb des Kantons eine Vielzahl von Serviceleistungen zugunsten einzelner Ämter zentral erbracht werden. Wir von der glp sehen mit den Darlegungen des Regierungsrates, was in den nächsten Jahren an finanziellen Unsicherheiten in diesem Amt auf uns zukommen könnte und sehen die jetzige Situation als verhältnismässig an und lehnen die Motion wie auch das Postulat ab.

Le président. La parole n'est plus souhaitée. Je laisse M. le conseiller d'Etat s'exprimer.

Philippe Müller, SID-Direktor. Die Motion fordert, die erhobenen Gebühren des SVSA zu senken, damit dieses Amt als Ganzes das Äquivalenzprinzip einhält und langfristig keine Gewinne erwirtschaftet. Die Motionärin stützt sich dabei auf eine Studie aus dem Jahr 2018. Laut dieser hat das SVSA einen Gebührenfinanzierungsindex, der über dem nationalen Durchschnitt liegt.

Unbestritten ist, dass bei der Erhebung von Kausalabgaben als Grundsätze das Äquivalenzprinzip und das Kostendeckungsprinzip zu beachten sind. Das Äquivalenzprinzip sagt, dass die Abgabe im Einzelfall nicht in einem offensichtlichen Missverhältnis zum objektiven Wert der Leistung stehen darf. Nach der bundesgerichtlichen Praxis müssen Gebühren aber nicht in jedem Fall genau dem Verwaltungsaufwand entsprechen, vielmehr sollen sie nach sachlich vertretbaren Kriterien bemessen sein und nicht Unterscheidungen aufweisen, für die es keine vernünftigen Gründe gibt.

Diese Kriterien werden vom SVSA regelmässig angewendet und gestützt auf Art. 5 der Verordnung über die Gebühren der Kantonsverwaltung (Gebührenverordnung, GebV) jährlich – jährlich – überprüft. Ebenfalls führt das SVSA aufgrund der periodischen Vollkostenrechnung eine systematische Nachkalkulation durch. Die Gebühren des SVSA stehen somit ausgewiesen in einem ausgewogenen Verhältnis zum Gegenwert der Leistung. Das Äquivalenzprinzip wird also eingehalten und gemäss dem Kostendeckungsprinzip darf der gesamte Ertrag aus den Gebühren, die Gesamtkosten des entsprechenden Verwaltungszweigs nicht oder nur geringfügig übersteigen.

Zu beachten gilt, dass der Gesetzgeber bei der Bestimmung der Definition des relevanten Verwaltungszweigs über ein Ermessen verfügt. Bereits in seiner Antwort zur Interpellation (I 153-2018) von Grossrätin Graber hat der Regierungsrat auf die betrieblichen und inhaltlichen Unterschiede in den einzelnen Kantonen hingewiesen. Der Gebührenfinanzierungsindex darf deshalb aufgrund von diversen methodischen Schwierigkeiten nicht als absolut betrachtet werden. Die jeweiligen Berichte der eidgenössischen Finanzverwaltung behalten diesen Umstand auch jeweils ausdrücklich vor.

Die hauptsächlichen und erheblichen Abweichungen basieren auf der Tatsache, dass innerhalb des Kantons eine Vielzahl von Leistungen zugunsten einzelner Ämter zentral erbracht werden. Diese Tendenz aus strategischen Überlegungen wichtige Querschnittsaufgaben, Querschnittsleistungen zu zentralisieren, – wie z. B. im KAIO, im AGG, in der Finanzverwaltung, usw. – ohne aufwendige Kostenausscheidungen und ohne interne Kostenverrechnungen vorzunehmen, kann deshalb bei einer undifferenzierten Betrachtung zu Fehlinterpretationen führen. Der Gebührenfinanzierungsindex ist deshalb mit Blick auf die Kostenwahrheit zu relativieren.

Anders wäre es, wenn die SVSA als öffentlich-rechtliche Anstalt geführt würde. Dann würden nämlich alle die Kosten im eigenen Betrieb anfallen und vollumfänglich in der Rechnung erscheinen. Der Gebührenfinanzierungsindex alleine lässt also nicht den Schluss zu, dass das SVSA seine Leistungen zu teuer erbringt, im Gegenteil, trotz massiv gestiegener Geschäftsentwicklung und entsprechenden Anforderungen betreffend Ressourcen, sind die Gebühren bei den Fahrzeugprüfungen stabil gehalten worden und im Kerngeschäft der Fahrzeug- und Führerausweistheorieprüfungen, und selbst Abnahmeprüfungen, konnten sie sogar gesenkt werden.

Die SVSA ist weiterhin angehalten, die Tarifstrukturen umfassend und regelmässig zu überprüfen. Das SVSA wird so, im Interesse der Bürgerinnen und Bürgern, einer korrekten Preisgestaltung gerecht. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt. Der Regierungsrat kann mit einem Postulat leben und dies noch einmal prüfen. Allerdings ist der Fokus dann schon eher auf tieferen Gebühren beim Ersterwerb eines Führerausweises, so wie wir dies bei der Motion Schneider, beim nächsten Traktandum, sehen werden.

Le président. L'affaire du point numéro 113 de l'ordre du jour est transformée en postulat. Le gouvernement peut vivre avec un postulat, mais le classement a été demandé. Nous allons donc voter sur cette affaire du point 113 : les député-e-s qui acceptent cette intervention sous la forme d'un postulat votent oui, celles et ceux qui rejettent cette proposition votent non.

Abstimmung / Vote

2020.RRGR.351: als Postulat / sous forme de postulat

Annahme / Adoption

Ja / Oui	80
Nein / Non	64
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez accepté cette intervention sous la forme d'un postulat. Nous allons maintenant nous prononcer sur le classement : les député-e-s qui souhaitent classer cette intervention votent oui, celles et ceux qui ne le souhaitent pas votent non.

Abstimmung / Vote

2020.RRGR.351: Abschreibung / classement

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui	66
Nein / Non	79
Enthalten / Abstentions	0

Le président. L'intervention ne sera pas classée, vous l'avez refusé.